

Le Secrétariat
du Chef du Département fédéral
des Affaires étrangères

p.B.15.21.Isr.(4) - CD/LM

Berne, le 4 décembre 1989

Visite de courtoisie du Vice-MAE d'Israël, B. Netanyahu, auprès BRF (24.11.89)

BRF souligne d'emblée la nécessité de soigner les contacts bilatéraux, eu égard aux distances et à la rapidité des développements dans la région.

M.Netanyahu (N) résume la nouvelle approche israélienne vis-à-vis de l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest, ainsi que de l'Afrique: c'est un véritable "décloisonnement" qui s'effectue selon lui. Le processus est d'ailleurs plus fructueux avec les pays de l'Est. Concernant le problème des otages au Liban, N estime que l'action d'Israël dans l'affaire du Sheikh Obeid a mis suffisamment de pression sur la Syrie et l'Iran pour qu'ils révisent leur attitude.

En ce qui concerne le processus de paix au Moyen-Orient, N constate qu'il n'y a pas de signe de libéralisation contrairement à ce qui se passe en Europe de l'Est. Selon lui, l'offre du plan de paix israélien respecte un juste équilibre entre les besoins de sécurité et ceux de l'autonomie. Le principal obstacle continue d'être l'OLP, ou plutôt le monopole qu'elle prétend exercer sur la représentation palestinienne. En fait cette organisation reste essentiellement terroriste et n'est aucunement intéressée à des élections, car elle ne fonctionne pas selon des principes démocratiques. Cette prétention à l'exclusivité de la représentation est la preuve même d'un esprit totalitaire. "Attendre Arafat, c'est attendre Godot".

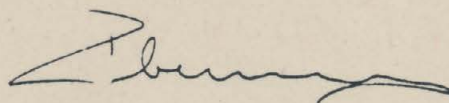
BRF estime qu'à long terme, Israël devra bel et bien parler avec l'OLP, sans que l'on puisse préjuger ni du niveau ni du moment. Il rappelle la conviction suisse quant au besoin fondamental de sécurité d'Israël, ainsi que la retenue foncière qui subsiste envers l'OLP (souvenir des activités terroristes dirigées contre notre pays). Il ajoute que l'on pourrait imaginer dans un premier temps de travailler sur la base du plan en cinq points, puis que l'on pourrait donner du côté israélien un signe, subtil mais intéressant, selon lequel une OLP qui se structurerait démocratiquement pourrait être intégrée au processus. BRF rappelle qu'il existe une irritation, superficielle peut-être, envers Israël, qui donne toujours l'impression d'être inflexible et de rejeter tout ce qui lui est proposé. De même, le peu de cas fait aux Conventions de Genève dans les territoires occupés et les expulsions sont autant d'éléments exploités contre Israël. On a parfois l'impression de ne plus comprendre.

N argue que pas un seul pays dans la position du sien n'a fait autant d'efforts pour la paix: accords avec l'Egypte, rétrocession de territoires énormes, etc. L'OLP, elle, n'a fait que des concessions cosmétiques, toutes les preuves matérielles à disposition démontrent qu'elle n'a pas changé dans le fond. Ce que l'on demande par contre de négocier à Israël c'est son existence même, qui est, par essence, non négociable. N constate de plus qu'Arafat est faible et qu'on ne peut lui faire confiance. Même s'il devait trouver son chemin de Damas, cela ne servirait à rien, car il perdrait tout ce qui lui reste d'influence. Puis, répondant à une remarque de BRF sur l'existence d'autres courants au sein de l'OLP ainsi que de pays arabes

- 2 -

modérés, N affirme que seule l'inflexibilité d'Israël a permis de progresser. En effet, si au début (1947) le pays avait cinq ennemis, en 1967 le total avait baissé à trois, puis à deux en 1973 et enfin à un seul en 1982. Ce n'est donc pas le moment d'entrer en matière sur des questions territoriales, car ce serait un retour à la situation d'avant 1967 et réaliserait le rêve de l'OLP de jeter Israël à la mer. Une négociation avec l'OLP serait donc une recette pour l'instabilité et ne saurait conduire à la paix.

BRF conclut en espérant que la voie choisie par Tel Aviv sera à même d'aboutir à la paix et que la Suisse reste disponible en cas de besoin.



Pierre Combernous

Copie p.i.:

- Ambassade de Suisse, Tel-Aviv

~~- BRF~~
~~- JAC~~
~~- RUE~~
~~- HC~~